

Document contextuel

L'engagement de la diaspora dans le domaine de l'investissement et de l'entrepreneuriat

Principales stratégies et pratiques notables dans la région du Processus de Rabat

Auteurs

Valérie Wolff, Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires ICMPD

Stella Opoku-Owusu, African Foundation for Development, AFFORD

Diasmer Bloé, African Foundation for Development, AFFORD

Document contextuel pour le Processus de Rabat

*Réunion thématique sur les stratégies d'engagement de la diaspora : Entrepreneuriat et Investissement
5-6 Octobre à Bamako, Mali*

Projet financé par l'Union européenne



In the framework of the project
"Support to Africa-EU Migration and
Mobility Dialogue (MMD)"

Projet mis en œuvre par l'ICMPD

Introduction

La création d'entreprises et l'investissement de la diaspora sont souvent salués comme moteurs du développement économique et d'évolution positive : 80 % des IDE (Investissements Directs à l'Étranger) en Chine provient de la diaspora chinoise ; les diasporas indiennes aux États-Unis ont joué un rôle déterminant dans la construction du secteur informatique en Inde, en créant une deuxième « Silicon Valley » dans leur pays, pour ne nommer que quelques exemples de réussite connus. Il en va de même pour les acteurs de la diaspora africaine.

Qui est cette diaspora entrepreneuriale et comment s'est-elle engagée en faveur de son pays d'origine?

Souvent considérés comme «**entrepreneurs de diaspora**», ils représentent le groupe de migrants ou d'individus d'origine étrangère qui sont des entrepreneurs vivant en dehors de leur pays d'origine tout en se mobilisant pour ce dernier.¹ Cela implique l'existence d'un élément transnational (c'est-à-dire entre un ou plusieurs pays de destination et le pays d'origine). L'Union africaine a défini la diaspora comme « des personnes d'origine africaine vivant en dehors du continent, quelque soit leur citoyenneté et leur nationalité et qui souhaitent contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine ». ² L'Union africaine considère la diaspora africaine comme sa sixième région. ³ Les entrepreneurs de diaspora sont principalement des nouveaux arrivés dans un pays, des investisseurs pionniers qui sont prêts à prendre un risque supplémentaire que d'autres investisseurs ne consentiraient pas à faire. Ceci s'attribue surtout à leur lien affectif pour leur pays d'origine, et les connaissances spécifiques qu'ils en ont et qui peuvent les aider à pénétrer le marché plus rapidement et plus efficacement que des investisseurs étrangers. Leur capacité globale et leur expertise locale ont fait de ces entrepreneurs des «**success stories**» des temps modernes.

Cependant, les contributions des diasporas vont bien au-delà des investissements purement financiers, elles comprennent non seulement la levée de fonds collectifs pour soutenir les activités philanthropiques et les transferts de technologie, mais également l'échange de connaissances, l'amélioration de l'accès aux marchés internationaux de capitaux, et l'accroissement des échanges commerciaux, pour n'en citer que quelques-unes. Chukwu-Emeka Chikezie a formulé les **5C du Capital de la Diaspora** pour mettre en évidence les diverses formes d'engagement de la diaspora, que sont le capital financier, intellectuel, politique, culturel et social que les diasporas peuvent fournir à leur pays d'origine.⁴

Le rôle des diasporas dans le développement des pays d'origine a longtemps été un sujet de recherche dans le domaine de la Migration et du Développement, et les nombreuses actions menées ces dernières années ont

¹ Bien qu'il existe une myriade de définitions de «diasporas» et de ce qu'elles représentent, y compris la place qu'elles occupent dans les statistiques de migrations, il y a deux séries de caractéristiques de principe qui semblent s'appliquer à toutes les définitions : 1) le fait que les diasporas vivent hors de leurs pays d'origine et

2) le fait qu'elles sont impliquées avec leurs pays d'origine. Il est à noter que tous les migrants ne font pas partie d'une diaspora et que les diasporas ne sont pas toutes composées de migrants.

² UA (2012) : Sommet Mondial de la Diaspora Africaine. L'Union Africaine Vise à l'Intégration de la Diaspora dans le Programme de Développement du Continent, disponible sur : http://www.au.int/en/sites/default/files/Article%20for%20publication%20on%20Global%20Diaspora%20Summit%2017.05.12_1_.pdf (viewed on 03/04/2014).

³ Les cinq régions sont « Nord », « Sud », « Est », « Ouest », « Centrale »

⁴ Chikezie C.-E (2011), « Renforcer les Contributions des Diasporas Africaines au Développement » Editeurs Plaza, S., D. Ratha, « Diaspora pour le Développement en Afrique », Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, la Banque Mondiale, DC, 269

http://siteresources.worldbank.org/EXTDECPROSPPECTS/Resources/476882-1157133580628/DfD_FullReport.pdf (disponible le 22. août)

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

enseigné de précieuses leçons sur l'implication des diasporas – certaines d'entre elles seront citées dans ce document contextuel.

Principales tendances mondiales

Il y a **250 millions de migrants de première génération dans le monde, ce qui représente près de 3 % de la population mondiale**. Les diasporas, qui prennent en compte également les deuxième et troisième générations, représentent un nombre encore plus élevé, même s'il est difficile de capturer des données statistiques sur l'immigration. La migration⁵ Sud-Sud constitue environ 36 % du nombre total de migrants, dont le pourcentage est plus ou moins identique aux flux Sud-Nord. La mobilité intra-régionale en 2013, selon le dernier *Migration and Remittances Factbook*, était de 65,6 % en Afrique subsaharienne. **La grande majorité des flux migratoires en Afrique Occidentale a lieu au sein de la région (84 %)**.⁶ On retrouvera une tendance similaire pour l'Afrique Centrale, où la majorité des migrants se déplace vers les pays limitrophes. La plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique Centrale sont des pays d'accueil et d'origine. Malgré cette caractéristique principale des migrations africaines, il y a peu d'études sur les diasporas africaines en Afrique, et le débat sur les migrations sud-sud dans le contexte de la migration et du développement est récent.

On estime que plus de **400 institutions nationales réparties dans 56 pays engagent des diasporas via des programmes ou des structures institutionnelles**⁷, dont environ un tiers viennent seulement, au cours des cinq dernières années, de commencer à adopter des politiques relatives à l'engagement des diasporas. **En Afrique Occidentale et Centrale, environ la moitié des pays ont mis au point ou ont lancé le développement de stratégies nationales de diaspora**. La croissance des institutions et programmes de la diaspora est étroitement liée à la prise de conscience de l'importance des **transferts de fonds, qui ont été estimés à plus de 601 milliards de dollars en 2015**, pour la plupart à destination des pays en développement. Les études montrent que les transferts de fonds fournissent une aide immédiate aux populations les plus pauvres, surtout en période de chocs économiques et de ralentissement de la consommation et financent essentiellement le secteur informel qui compte en moyenne pour plus de 46 % du PIB. Ces transferts sont effectués par des migrants moins instruits (information basée sur l'analyse des 48 pays en développement, de 2001 à 2009).⁸ Étant donné la multitude de types de versements : via les banques commerciales, via des agents de transfert d'argent, via des téléphones mobiles, via les bureaux de poste ou par des canaux officieux et les manières de déclarer les transferts de fonds d'un pays à l'autre, il est devenu plus en plus difficile d'estimer la somme totale destinée aux investissements. Indépendamment de ces incertitudes, il existe assez de preuves empiriques sur des investissements de taille effectués grâce à ces transferts de fonds.

⁵ Les Statistiques suivent la définition de la Banque Mondiale du « Sud » qui comprend les pays à revenu moyen-supérieur, moyen-faible et faible.

⁶ Devillard A., Bacchi A., Noack M. (2016) "A Survey on Migration Policies in West Africa", Deuxième édition, ICMPPD (Vienne) et IOM (Dakar)

⁷ Identifiés dans le cadre d'une enquête des Etats participant au Forum Mondial sur la Migration et le développement (FMMD) pour le manuel du MPI et de l'OIM (2012) : Élaboration d'une Feuille de Route pour Engager les Diasporas dans le Développement. Un Manuel pour les Décideurs et les Praticiens dans les Pays d'Origine et les Pays d'Accueil, accessible via le lien : <http://www.migrationpolicy.org/pubs/thediasporahandbook.pdf> (consulté le 26/08/2013).

⁸ Martinez, C., Cummings, M. E., & Vaaler, P. M. (2015). L'économie du secteur informel et l'impact du financement des entreprises des envois de fonds des migrants vers les pays en développement. *Journal of Business Venturing*, 30(4), 526-545.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

L'enjeu principal pour les autorités et donc de pouvoir attirer les investissements de la diaspora. Trois questions peuvent dès lors être posées : **1) Quels sont les acteurs qui peuvent mener à ces changements ? 2) Comment éliminer les obstacles existants pour attirer plus d'investissements de la diaspora ? et 3) Quel type de mesures incitatives peuvent être mises en place pour attirer les investissements de la diaspora ?**

Exemple : La base de données mondiale des Nigériens de la Diaspora est une base de données complète qui a été créée par les Nigériens de la Diaspora dans le but d'impliquer la Diaspora nigérienne dans le développement des secteurs public et privé. Cette base de données a été créée avant que le Nigeria ne lance avec succès son initiative portant sur les obligations de la diaspora en 2013

Engagement de la diaspora – qui doit être engagé ?

Les autorités se demandent souvent quels groupes cibler pour engager la diaspora. Alors que des Agences de Promotion des Investissements ayant un mandat clair pour attirer les investissements vers le pays se concentrent sur les investisseurs de la diaspora et les travailleurs hautement qualifiés ; les consulats et autres bureaux chargés des affaires de la diaspora au sein des ministères adoptent une vision plus holistique sur 'le visage de leurs diasporas' et sur la meilleure façon de les

impliquer. Un nombre important de pays ont mis en place des mesures d'incitation à l'investissement et de contributions volontaire pour le développement de leur pays. Ces mesures se concentrent principalement sur les transferts de fonds et les travailleurs hautement qualifiés. Toutefois, **inclure les travailleurs moins qualifiés de la diaspora dans les politiques d'engagement de diaspora est essentiel**, non seulement comme mesure de protection et de lutte contre la vulnérabilité, mais aussi comme une forme de reconnaissance de l'argent durement gagné, du savoir-faire et de l'engagement. Les membres de la diaspora peu qualifiés ont un rôle important à jouer dans le développement du pays d'origine, même si la nature de leur engagement diffère des membres hautement qualifiés. Les uns investiront en fonction des mouvements de taux de change, d'autres investiront dans les ménages et apporteront un soutien à leur entourage en période de ralentissement économique ayant un bénéfice social élevé comme l'éducation, le développement des petites et moyennes entreprises ou la santé.

L'introduction d'un instrument d'investissement spécifique à la diaspora peut produire des résultats positifs s'il est précédé d'une analyse approfondie de sa diaspora – **qui sont-ils, où se trouvent-ils et comment pouvons-nous les atteindre**. La contribution potentielle de la diaspora devrait reposer sur une analyse en profondeur de son profil et de ses caractéristiques principales, parmi lesquelles sa taille, sa localisation, son statut, les flux de transferts de fonds et le degré d'intégration dans les pays d'accueil.⁹

Par exemple, **les obligations de la diaspora ont tendance à être plus utilisées par les migrants hautement qualifiés**, qui résident dans des pays hôtes bien définis et qui sont bien intégrés. Établir un certain niveau de confiance avec la diaspora est essentiel pour attirer des investisseurs de la diaspora qui voudront bien acheter des

⁹ Plus de détails dans : Noack M., Wolff V. "Enhancing Diaspora Engagement: Operational guidelines for South-South and triangular cooperation" (2014) https://www.icmpd.org/fileadmin/ICMPD-Website/ICMPD-Website_2011/ICMPD_General/News/AMEDIP/Enhancing_Diaspora_Engagement_EN_Electronic.pdf. Il convient de noter que les acquis du développement ont tendance à être plus importants plus les membres de la diaspora sont été intégrés avec succès dans le pays d'accueil.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

obligations en monnaies émises par leur pays d'origine. Par exemple, les offres d'obligations de la diaspora du Nigeria ont triplé, passant de 100 à 300 millions de dollars en raison de l'intérêt des membres de leur diaspora. Cette relation diaspora-État a besoin d'être entretenue au fil du temps. Les pays avec une diaspora hostile sont moins susceptibles de réussir à récolter des financements par obligations de la diaspora. Un renforcement des mesures de confiance peut signifier un investissement ciblé sur des projets spécifiques (par exemple d'infrastructure, de construction d'un hôpital) et doivent s'établir sur un niveau adéquat de transparence sur l'utilisation des fonds, des mécanismes de responsabilisation et une bonne gouvernance. Le débat sur l'émission d'obligations spécifiques à un pays se retrouve aujourd'hui au niveau régional avec l'espoir que la mise en commun des efforts fasse que les obligations diaspora régionales passent par un intermédiaire de confiance et puisse surmonter le manque de confiance dans les Gouvernements nationaux.

La remarquable croissance économique du Cabo-Verde lui a valu une reconnaissance internationale, et celle-ci est souvent attribuée à trois facteurs clés : de bonnes politiques économiques et des institutions qui fonctionnent ainsi qu'une bonne gouvernance, facteurs qui ont considérablement amélioré les conditions de vie. Transparence, croissance inclusive et distribution équitable ont contribué à accroître la confiance.

Malgré cela, l'introduction de mécanismes portant sur l'investissement de la diaspora du gouvernement ne peut fonctionner que s'il y a un certain niveau de stabilité, économique et politique.

Comment impliquer la diaspora et quelles mesures incitatives prendre ?

Tout d'abord, il convient de souligner que **les diasporas sont qu'une partie de la solution économique**, et qu'un environnement favorable aux affaires, y compris une stabilité macroéconomique et une bonne gouvernance doivent exister afin que les investissements de la diaspora soient rentables. Des solutions locales doivent aussi être prises et renforcées.

Selon Black et Castaldo (2009), **parmi les principaux obstacles aux investissements de la diaspora, on retrouve les réglementations (manque de ou trop rigoureuses), les lois et politiques inadéquates (ou l'absence de celles-ci)**. L'indice « Doing Business » (« facilité à faire des affaires ») de la Banque mondiale indique le niveau de difficulté pour un entrepreneur à créer une petite ou moyenne entreprise lorsqu'il suit la réglementation applicable aux entreprises. Plus l'indice est élevé, plus le cadre réglementaire est propice au démarrage et au fonctionnement d'une entreprise locale. Le classement est basé sur plusieurs indicateurs qui jalonnent le cycle de vie d'une entreprise et qui incluent la création d'une entreprise, la gestion des permis de bâtir, l'accès à l'électricité, l'enregistrement foncier, l'accès au crédit, la protection des investisseurs minoritaires, le paiement des impôts, les transactions transfrontalières, l'exécution des contrats et le règlement de la faillite. **À l'exception du Ghana, tous les pays d'Afrique Occidentale et Centrale en cours d'examen se situent dans la couche inférieure entre 126 (Cabo Verde) et 185 (République centrafricaine).**

Mis à part l'amélioration de l'environnement des affaires, des incitations à l'investissement peuvent être proposées, sans être pour autant limitées aux membres de la diaspora ou sans favoriser les investisseurs de la diaspora par rapport aux investisseurs nationaux. Ces **incitations peuvent être des exonérations d'impôt sur le**

DOCUMENT DE TRAVAIL

revenu, des exonérations douanières ou de droits à l'importation sur l'équipement, voire même la possibilité d'avoir un compte épargne en devises étrangères. Etendre le droit de vote à la diaspora ou autoriser la

The Migration EU eXpertise (MIEUX), une initiative conjointe EU-ICMPD (Troisième phase: 2016-2019) vise à renforcer les capacités de gestion des migrations des gouvernements dans diverses régions, notamment en Afrique, en fournissant une assistance technique à court terme en matière de migration. C'est une initiative axée sur les besoins à travers laquelle les Gouvernements peuvent demander un appui, entre autres dans le domaine des Migrations et du Développement. La République Démocratique du Congo, le Bénin, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire ont fait des demandes similaires dans ce cadre. Cette initiative a appuyé le renforcement des capacités dans des domaines comme l'intégration de la migration dans le développement de la planification, l'appui aux stratégies de diaspora, y compris relatif à l'utilisation productive des transferts de fonds, le renforcement de la coopération institutionnelle et cohérence des politiques pour le développement.

citoyenneté multiple sont également considérées comme faisant partie des mesures qui peuvent développer un lien (plus fort) entre un individu et son pays d'origine et favoriser de ce fait l'augmentation des flux commerciaux et des investissements dans le pays d'origine.

Les expériences réussies semblent également suggérer que **ce n'est pas tant la quantité des transferts de fonds qui compte mais bien la qualité d'engagement qui importe**. Prenons l'exemple de l'Inde, où les transferts de fonds représentent seulement 3,4 % du PIB¹⁰, et pourtant l'Inde connaît un élan économique important grâce à des investissements de la diaspora. Au-delà des retombées économiques, un certain nombre de pays commencent à reconnaître la puissance douce de la diaspora,

porteur de l'image nationale. L'Inde, par exemple, n'avait aucun rapport avec sa diaspora avant 2002, mais cela a changé après la mise en place du Comité de haut niveau de la Diaspora indienne et la création d'un Ministère des Affaires Indiennes d'Outre-Mer indépendant. Le gouvernement a pris des mesures importantes **pour apprendre à connaître sa diaspora**, puis mis au point un plan d'action pour tirer parti de l'engagement de la diaspora indienne en Inde. L'Inde a adapté sa réglementation, entrepris **des réformes dans le domaine de capital-risque**, et offert **aux diasporas des visas long-séjour**. L'Inde a mis en place un **système de récompenses** pour les Indiens ayant réussi dans le monde. L'ensemble de ces mesures ont contribué à promouvoir la notion de « l'indianité mondiale » et une image de marque indienne. Pour citer Kingsley Aikins¹¹, il s'agit d'être « **High-Tech** » et « **high-touch** » afin d'atteindre efficacement la diaspora : les plateformes web et bases de données ne suffisent pas pour garantir un engagement réussi, les Gouvernements doivent prendre l'initiative d'apprendre à connaître les membres de la diaspora, y compris au niveau individuel. Les Gouvernements peuvent faire beaucoup pour cultiver et entretenir leurs relations avec la diaspora s'engageant auprès de ces communautés et **en facilitant la création de réseaux de diaspora**.

¹⁰ Les données annuelles de transferts de fonds, The World Bank (consulté le 17 août 2016)

<http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data>

¹¹ Kingsley Aikins est CEO de Diaspora Matters: <http://diasporamatters.com/>

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

En dehors des politiques menées par le gouvernement, le **secteur privé, les ONG et les associations de migrants ont un rôle important** à jouer afin de tirer parti des ressources de la diaspora dans l'intérêt de leur pays d'origine. Parmi ces exemples, on retrouve la **mise en place de plateformes de placement et d'investissement crowdfunding qui ciblent la diaspora**, ou encore des Centres d'Affaires de la Diaspora qui allient intérêts économiques et sociaux avec l'expertise professionnelle des experts de la diaspora. Avec l'avènement des technologies modernes, les réseaux se sont développés et sont devenus des groupes puissants qui peuvent se connecter avec les pays d'origine plus rapidement, à moindre coût et plus facilement qu'auparavant. La technologie de l'information et de la communication introduite par le secteur privé est de plus en plus utilisée pour faciliter les transferts de fonds à moindre coût. Toutefois, selon le récent *Migration and Remittances Factbook*, les régions Afrique Centrale et Occidentale doivent accroître et promouvoir l'accès et l'utilisation des services de télécommunication. La moyenne des internautes (pour 100 habitants) dans ces deux régions est de 7.05 et les abonnements aux mobiles cellulaires (pour 100 habitants) sont de 77.25.¹² **Une mauvaise connectivité TIC** impacte négativement la capacité des entrepreneurs de la diaspora à se connecter avec leurs pays d'origine ou réduire les coûts des transferts de fonds.

De même, **les organisations internationales peuvent aider à développer des projets d'envergure** basés sur des modèles d'activité rentable tout en usant de leur position d'**intermédiaire « neutre »** pour soutenir le renforcement des capacités. MIDA, par exemple, un programme de l'OIM qui a été mis en place au Bénin, en République démocratique du Congo, au Burundi, au Ghana et au Rwanda propose des approches stratégiques globales pour engager la diaspora dans le développement. Il mobilise les compétences, les connaissances et l'expertise des membres de la diaspora dans des domaines clés touchés par la "fuite des cerveaux" afin de renforcer les capacités des institutions publiques et privées. Un autre exemple est le Development Marketplace de la Banque mondiale (D-MADE), un programme de subventions concurrentiel qui récompense les projets de développement créatifs et innovants. Il a soutenu plus de 1.100 projets soumis par la diaspora africaine (y compris de diasporas africaines basées en Europe) et a été mis en place avec des partenaires locaux. Un certain nombre de pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest en ont bénéficié, comme le Cameroun, le Ghana, le Bénin, le Sénégal, le Burkina Faso et le Togo.

Le Fonds d'Investissement Social de la Diaspora Libérienne mis en place par le Groupe de Khana et le Fonds de la Diaspora Libérienne ont contribué à orienter les transferts de la diaspora vers les investissements dans les petites et moyennes entreprises au Liberia. Les investissements de la diaspora (75 %) ont été complétés à hauteur de 25 % par des organisations multilatérales telles que la US Overseas Private Investment Corporation, la Banque mondiale, USAID. En plus des investissements, le programme offrait des formations dans le domaine des affaires et du mentoring par des entrepreneurs déjà établis.

Exemples d'engagement de la diaspora dans la région de Processus de Rabat et en Afrique

En Afrique Centrale et Occidentale, il existe de nombreux exemples positifs de l'engagement de la diaspora : **Le Cabo Verde**, qui a plus de ressortissants vivant à l'étranger que dans son pays, a bénéficié d'un afflux de fonds

¹² Une compilation propre et un calcul basé sur le Migration and Remittances Factbook 2016, de la Banque Mondiale

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Exemple : Mali - Coopérer et Communiquer avec les Communautés de la Diaspora

Le Mali a mis en place des mécanismes institutionnels pour organiser des consultations impliquant les communautés de la diaspora, y compris pour l'élaboration de la Politique Nationale sur les Migrations.

réguliers de sa diaspora qui s'est avéré essentiel à la croissance du pays.¹³ Le Nigéria, avec un apport de 20 milliards d'USD par an est par conséquent le plus grand pays bénéficiaire des transferts en Afrique, dont son programme d'obligations de la diaspora a connu un franc succès. Dans le reste de la région de l'Afrique, l'Éthiopie a progressé en offrant aux membres de la diaspora les mêmes

avantages et droits que les investisseurs domestiques, et en introduisant des incitations à l'investissement pour les membres de la diaspora, tels que les exonérations de droits d'importation et des billets d'avion à prix réduit pour les acteurs de la diaspora et les entrepreneurs de la diaspora. Ces mesures auraient encouragé la diaspora éthiopienne à investir dans les petites entreprises dans leur pays d'origine.

Le Ghana a mis en place un certain nombre d'initiatives pour séduire sa diaspora avec le soutien du Gouvernement au plus haut niveau : adoption du projet de loi accordant la double nationalité pour les Ghanéens vivant à l'étranger en 2000 ; adoption de la «Loi (Modification) sur La Représentation du Peuple (ROPAL) (699) » en 2005 pour permettre aux Ghanéens vivant à l'étranger de voter aux élections nationales, même si celle-ci est très discutée et doit encore être appliquée. Par ailleurs, le Ghana a mis en place une unité spéciale de diaspora, le Bureau des Affaires de la Diaspora au sein du Ministère des Affaires Etrangères, qui héberge et maintient un site Web sur la diaspora avec des informations vitales telles que les opportunités du marché du travail et des possibilités d'investissement, pour n'en citer que quelques-unes. Le Bureau organise aussi des consultations régulières avec sa diaspora. Le projet MIEUX, une initiative conjointe entre l'Union européenne et le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires, a soutenu ces processus de consultation qui fournissent à la diaspora ghanéenne un moyen de partager ses points de vue et d'alimenter directement les stratégies d'engagement de la diaspora ghanéenne. La mise en place de cette structure a commencé avec un projet qui consiste à « lier la Diaspora ghanéenne au développement du Ghana ». Dans ce cadre, un exercice de profilage a eu lieu avec le soutien des associations de la diaspora ghanéenne dans les six pays avec la plus forte concentration d'émigrés Ghanéens. De plus, le Ghana Investment Promotion Centre offre un guichet unique pour les membres de la diaspora qui souhaitent investir au Ghana. Enfin, un Registre National de crédit des transferts de fonds hébergé par le Ministère des Finances et de la Planification Economique au Ghana a été mis en place pour aider le Gouvernement du Ghana à diversifier les investissements du pays. L'objectif du registre est d'élaborer et exploiter une base de données centralisée, qui enregistre les transferts de fonds afin de générer des avantages financiers et des possibilités d'investissement sur l'ensemble du territoire. En outre, le Ministère des Finances et de la Planification Economique collabore avec la Banque du Ghana pour réduire le coût des transferts de fonds tout en renforçant son utilisation pour des investissements. Des obligations financières spécifiques ont été offertes

¹³ Banque Africaine de Développement, « Cap-Vert : Une Success Story » p. 25 <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Cape%20Verde%20-%20A%20Success%20Story.pdf>. Le Cap-Vert a réussi à attirer de considérables épargnes de la diaspora, ce qui a contribué à dissuader les chocs financiers majeurs de la crise économique et financière de 2008/2009

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

à la diaspora. Enfin, une coopération a été mise en place avec les Pays-Bas via le programme SPARK et l'Italie. En effet, Ghanacoop met en contact les compétences des migrants ghanéens résidant dans la Province de Modène, en Italie, avec les administrations et les entreprises locales pour établir des coopératives agricoles.

Le contexte régional

Avec le regain d'intérêt politique et les divers programmes et initiatives en place, **la nécessité d'élaborer des stratégies globales et à dimension régionale** devient évidente. Les Communautés Économiques Régionales (CER) impactent significativement la migration et peuvent offrir un cadre favorable à la mobilité et à l'engagement de la diaspora. La plupart des CER, comme la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont établi des accords sur la libre circulation. Les enjeux sur la migration au sein des CER sont : la promotion de la libre circulation, y compris à travers des campagnes de sensibilisation ; l'amélioration de la gestion des frontières en vue de promouvoir une circulation sûre et efficace des personnes, des services et des biens ; la dynamisation des liens entre les institutions de l'enseignement supérieur, les associations de la diaspora et d'étudiants ; le développement d'accords régionaux sur la reconnaissance des diplômes et la facilitation de la migration de travail.¹⁴

Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et la Communauté Economique des États d'Afrique Centrale (CEEAC)

L'Union africaine (UA) définit la diaspora africaine comme « les peuples d'origine africaine vivant en dehors du continent, indépendamment de leur citoyenneté et nationalité et étant prêts à contribuer au développement du continent et à la construction de l'Union africaine ». Le **Cadre de Politique Migratoire de l'UA pour l'Afrique et la Position Africaine Commune sur les Migrations et le Développement** a donné le ton sur les relations de l'Afrique avec sa diaspora et son rôle dans le développement.¹⁵ Avec une réelle stratégie axée sur la diaspora, la lutte contre l'exode des cerveaux et les transferts de fonds, le cadre suggère d'analyser l'évolution des flux, d'offrir des conditions socioéconomiques qui attirent et d'intégrer les questions de migration et de développement dans les plans nationaux. Il opérationnalise ses initiatives politiques via le Département des Citoyens et des Organisations de la Diaspora – Division de la Diaspora – qui travaille avec la Banque Africaine de Développement (BAD), la Commission européenne, l'Organisation Internationale pour les Migrations et la Banque Mondiale, notamment sur la création de l'Institut Africain pour les Transferts de Fonds.

L'Engagement de la Diaspora

Au niveau régional, la diaspora est reconnue comme détenteur de connaissances technologiques, et ayant un potentiel d'investissement qui peut permettre une augmentation de la partialité positive (patriotique) envers le pays d'origine. En revanche, un cadre régional global et consolidé est en construction. De nombreuses organisations internationales, y compris la BAD, ont commandé des études pour apprendre à tirer parti des migrations et de la diaspora pour le développement, notamment sur les **transferts de fonds. D'autres rapports**

¹⁴ Handbook 'Enhancing Diaspora Engagement: operational guidelines for South-South and triangular Cooperation', International Centre for Migration Policy Development ICMPD, 2013

¹⁵ Mangala, J. R. (2016). La diplomatie et la politique de la diaspora de l'Union Africaine: Opérationnaliser la connexion migration-développement. The Journal of the Middle East and Africa, 7(2), 175-206.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

offrent en revanche une approche plus globale incluant une analyse des leviers du changement non-économiques ayant une valeur ajoutée.

Quelques-uns des États membres de la CEDEAO ont une stratégie migratoire nationale globale comme le Burkina Faso, le Ghana, le Liberia, le Mali, le Niger et le Nigeria **tandis que les stratégies de mobilisation de la diaspora sont moins développées.** Lorsque des stratégies de la diaspora ont été établies, elles ont eu tendance à s'appuyer sur le réseau diplomatique comme cadre d'action. Toutefois, ce cadre peut représenter un défi pour **les réseaux diplomatiques officiels. En effet, l'exploitation des réseaux informels de migrants et l'accès à une connaissance réelle de ces derniers peut s'avérer complexe.** Néanmoins, l'impact de la diaspora (et de ses transferts de fonds) est visible et même net lorsqu'il s'agit d'absorber les chocs économiques (notamment dû à la baisse des prix des matières premières) ou d'élargir le débat démocratique national.¹⁶ **Pour que la diaspora joue un rôle plus important dans l'investissement, la mobilisation des membres actifs de la diaspora doit être effective, l'engagement patriotique sollicité, la confiance acquise, les initiatives durables et intégrées, l'Etat de droit et les systèmes commerciaux renforcés.**

Au niveau régional, la **CEDEAO n'a pas établi de directive sur l'engagement de la diaspora** mais la CEDEAO a le cadre de coopération le plus avancé sur la migration. La CEDEAO a développé une stratégie sur la migration qui se retrouve dans l'approche commune sur la migration de 2008, la Vision de la CEDEAO 2020 et le Plan Stratégique de la CEDEAO 2011-2015. Dans l'approche commune, il est clairement stipulé que la CEDEAO est en train de développer l'expertise et les ressources financières de la diaspora Ouest Africaine dans l'objectif de contribuer au développement des pays d'origine et de combattre de manière effective la fuite des cerveaux. Cette expertise s'appuierait sur les bonnes pratiques et proposerait des mesures conjointes significatives dans le domaine de la facilitation des transferts de fonds et des investissements dans la région ainsi que soutiendrait l'engagement de la diaspora dans les projets de développement. Dans la Vision de la CEDEAO 2020, il est prévu que les Etats Membres de la CEDEAO exploitent systématiquement les compétences, les talents et le capital de la diaspora et la mobilise pour le développement. Enfin, dans le Plan Stratégique de la CEDEAO 2011-2015, la mobilisation des citoyens de la CEDEAO au sein de la diaspora est mentionnée avec comme objectif un engagement fort dans les affaires de la Communauté comme condition clé d'un développement et d'une intégration régionale réussis.

Par ailleurs, la CEDEAO a appuyé de nombreuses propositions pour faciliter la mobilisation et la contribution de la diaspora à l'instar du Fonds CEDEAO-Espagne sur la Migration et le Développement de 2012. La majorité de la collecte de données et de la mobilisation de la diaspora se concentre sur les migrations interrégionales. C'est compréhensible, car plus de 84 % des migrants évoluent dans la région et l'objectif principal de la CEDEAO continue d'être l'approfondissement et l'accélération de l'intégration régionale et l'application de sa philosophie de « libre circulation des biens et des personnes », tout en permettant le droit d'entrée, de résidence et d'établissement pour tous les migrants régionaux, principalement les travailleurs moins qualifiés et du secteur informel.¹⁷ Le Traité de la CEDEAO considère le droit d'établissement, l'égalité de traitement des ressortissants et des citoyens de la Communauté, comme faisant également partie du cadre des activités économiques. Dans le cadre de ce Traité, les États membres sont tenus d'élaborer des mesures pour accroître les échanges intracommunautaires, par exemple par le biais de la mise en place de systèmes de garantie de crédit, un

¹⁶ De Lange, D. E. (2013). Diasporas enracinées : Façonner le paysage géopolitique. *Journal of International Management*, 19 (1), 14-25.

¹⁷ Migration et Développement de Politiques et Stratégies dans l'Espace CEDEAO : Le Rôle des Données. (Présentation) Geertrui Lanneau, Organisation Internationale pour les Migrations. Septembre 2015.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

mécanisme de paiement régional, la protection des investissements internationaux, l'allègement des barrières administratives pour les entreprises – ce qui signifie une amélioration pour la création d'entreprises de la diaspora. Une mobilité interrégionale efficace au sein de la région de la CEDEAO et des mesures visant à faciliter la circulation des personnes au sein du reste de la région de l'Afrique peuvent avoir des effets positifs sur les investissements de la diaspora.

De même, la CEEAC existe dans le but de promouvoir et renforcer une coopération et un développement harmonieux entre les états membres.¹⁸ Toutefois, les stratégies/approches de la diaspora en sont à leur début, avec des instruments de transfert de fonds formels réduits et très peu de données sur l'intention et l'utilisation de ces fonds. **En général, les informations sur les initiatives collectives de la diaspora sont rares, et l'engagement, les investissements, la création de réseaux, l'émancipation et les partenariats sont embryonnaires, trop spécifiques à un pays et facilités par la coopération internationale (généralement Nord-Sud).**

Initiatives Régionales

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), où les flux de transfert de fonds représentent 4 % en moyenne du PIB (2010) **les autorités envisagent des façons de faciliter et d'attirer les transferts de fonds vers le développement.**¹⁹ Les initiatives récentes incluent des partenariats public-privé pilotes facilitant la mise en place de couloirs de transferts de fonds infrarégionaux.²⁰ Pourtant les migrants dans les pays développés transfèrent dix fois plus que leurs homologues régionaux. L'analyse de séries chronologiques de l'UEMOA montre que, de 1975 à 2011, les transferts de fonds ont été utilisés principalement pour la consommation et ont eu peu d'impact sur les revenus ou les investissements.²¹ Notez que, bien que rarement mentionné dans la littérature de l'investissement, un pourcentage significatif (de transferts de fonds est utilisé pour des investissements en capital humain et en immobilier et dans le domaine de la technologie²²). Il est donc primordial d'aller au-delà de l'analyse macro, d'élargir et d'avoir systématiquement recours aux enquêtes sur les ménages sur les migrations et les transferts de fonds (intention et utilisation).

L'Institut africain pour les transferts de fonds (AIR de son acronyme anglais) vise à renforcer les capacités des gouvernements, des banques, des expéditeurs de fonds et de leurs destinataires africains, en leur permettant de mieux utiliser les transferts de fonds comme outils de développement afin de réduire la pauvreté. L'AIR facilitera le placement grâce à des campagnes ciblées, y compris avec des obligations de la diaspora qui bénéficient d'un tarif réduit. Le résultat proposé par l'AIR est un système de transfert de fonds plus efficace et plus sûr.²³ Comme les frais sont de 12,5 à 20 % et jusqu'à 75 % des transferts de fonds sont transférés par des canaux officieux, il s'agit d'une démarche essentielle (les canaux formels d'Afrique Occidentale et Centrale totalisent 13 milliards

¹⁸ Afrique Centrale - Document de Stratégie d'Intégration Régionale (2011-2015). La Banque de Développement Africaine. Février 2011.

¹⁹ L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine – Rapport sur les Politiques Communes des pays membres. Fonds Monétaire International. March 2014.

²⁰ Scharwatt, C., & Williamson, C. (2015). L'argent mobile franchit les frontières : Nouveaux modèles de transfert de fonds en Afrique de l'Ouest.

²¹ Donou-Adonsou, F., & Lim, S. (2016). Une analyse empirique des transferts de fonds dans L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine : une approche de groupe chronologique. *Applied Economics*, 48(11), 1018-1029.

²² L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine – Rapport sur les Politiques Communes des pays membres. Fonds Monétaire International. March 2014.

²³ Projet Institut africain pour les envois de fonds (AIR) – Union africaine. (<http://pages.au.int/remittance/about>)

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

USD).²⁴ Les opérations pour l'AIR ont commencé au Kenya et le Plan d'Action de Nairobi sur les transferts de fonds (juillet 2016) a confirmé l'engagement de l'AIR à fournir un appui technique à dix pays afin d'abaisser les coûts de transfert de fonds de 3 % ou moins.²⁵

La CEEAC se distingue avec un nombre conséquent de réfugiés et de personnes déplacées dans plusieurs pays et des transferts de fonds officiels représentent moins de 1 % du PIB régional,²⁶ probablement en raison de la réglementation bancaire avec pour conséquence une forte utilisation des réseaux informels. Ainsi, une grande partie des efforts a été de tirer parti des services bancaires mobiles, de moderniser et diversifier les mécanismes de transfert de fonds et de mieux connaître les populations migrantes et la diaspora.

Il est à noter que le transfert de capital-risque s'avère être « plus un prix de consolation qu'une voie rapide vers une économie d'entreprise robuste » et ses contributions à long terme sur les capacités et le développement local est ambiguë (c.-à-d. peut dépendre de la source, des destinataires et de la personne responsable de l'utilisation²⁷). Historiquement, les réseaux commerciaux de la diaspora se sont avérés vitaux surtout lorsque les cadres juridiques étaient faibles. En outre, les pays d'accueil sont plus susceptibles de faire affaires et d'investir dans les pays d'origine des diasporas et là où des cadres permettent des investissements en capital diaspora dans

Exemple: Fonds Espagne-CEDEAO sur la Migration

L'objectif est de maximiser les effets positifs et de limiter les conséquences négatives que la migration peut avoir sur les pays ainsi que les migrants et leur famille. Les institutions éligibles incluent les ONG, les institutions académiques, les centres de recherche, les organisations de la diaspora, les associations de migrants, et les réseaux régionaux.

des projets productifs.²⁸ Par conséquent, les transferts de fonds (et le savoir-faire des membres de la diaspora qui les envoient) sont très intéressants pour faire bonifier l'investissement et les capacités nationales, et pour l'internationalisation des entreprises locales.

Résumé des points clés

L'engagement de la diaspora représente une part croissante des politiques régionales de développement et d'investissement économique, en particulier dans les pays en développement. Avant d'entreprendre, il est nécessaire de comprendre l'impact, les bénéfices, d'avoir des objectifs clairs, avec un cadre politique approprié ou

²⁴ Envois de fonds en Afrique – un Catalogue d'études et l'Assistance Technique fournie par la Banque Mondiale, les Agences de Développement et le Gouvernement en Afrique. Mars 2011. Le Groupe de la Banque mondiale et la Commission Européenne.

²⁵ Plan d'Action de Nairobi sur les envois de fonds. Plateforme de Développement Diaspora Afrique-Europe. Juillet 2016.

²⁶ Knoema Data Atlas. Les envois de fonds des migrants, annuel, 1980-2014 : Transfert Personnel - Pourcentage du Produit Intérieur Brut. <https://knoema.com/UNCTADMIGREM2015/migrants-remittances-annual-1980-2014?location=1003410-eccas-economic-community-of-central-african-states>

²⁷ Naudé, W., Siegel, M., & Marchand, K. (2015) La migration, l'entrepreneuriat et le développement : Un examen critique. United Nations University Working Paper Series. 2015-033.

²⁸ Pourquoi les pays devraient profiter au maximum de leurs diasporas. Ricardo Haussmann, Professeur, Harvard University. Jeudi 25 juin 2015 <https://www.weforum.org/agenda/2015/06/why-countries-should-make-the-most-of-their-diasporas/>.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

renforcé et où les conditions socio-économiques sont favorables. **Le changement doit provenir de l'intérieur. L'apprentissage Sud-Sud devrait être encouragé** dans ce contexte. Cependant, il faut tenir compte de certaines considérations quant à l'applicabilité, la reproductibilité, l'évolutivité et la diversité des initiatives au sein des pays d'origine et d'accueil ainsi que des systèmes respectifs de gouvernance, la démographie de la diaspora et leurs motivations.

Les résultats de cette évaluation indiquent que les efforts d'engagement et les modèles d'investissement ont tendance à cibler la diaspora « élite » et, parfois, se distinguent des questions de migration. Des études démontrent que **les migrants « peu qualifiés » et leurs transferts de fonds peuvent avoir un impact plus important sur la réduction de la pauvreté, l'entrepreneuriat local et l'investissement à cause des données démographiques et de la taille du secteur informel dans le pays d'origine.**²⁹ Ils devraient être prioritaires au sein des mesures de réduction de la pauvreté. Les connaissances régionales et nationales des systèmes migratoires, des réalités de la diaspora (première génération versus la génération suivante qui retourne) et les capacités augmentent mais restent insuffisantes. Une mise en œuvre rigoureuse est nécessaire au niveau national et international.³⁰ En outre, le suivi des résultats des initiatives – tant des secteurs public et non gouvernementaux – est insuffisant. Sans une collecte de données appropriée, il est difficile d'établir l'impact.

Dans un scénario idéal, les entrepreneurs de la diaspora engagés et mobilisés peuvent opérer au sein d'un cadre opérationnel qui leur permet de prendre des décisions informées sur la base de sources d'investissements et d'opportunités de transferts de connaissances dans le pays d'origine.

Recommandations Stratégiques

Bien que les décideurs travaillent à partir d'hypothèses sur des migrants définis comme « Super-entrepreneurs » (esprit et résilience dépendant de la situation personnelle et des barrières dans le pays hôte et d'origine),³¹ les autorités qui travaillent au développement des connaissances de leur diaspora et à leur mobilisation peuvent obtenir des résultats concrets et positifs sur le développement.³² Basé sur les résultats de ce document contextuel, les recommandations stratégiques suivantes sont présentées pour la réunion thématique du processus de Rabat:

- 1) Élaborer des plans d'engagement de la diaspora solides, cohérents, au niveau national et régional, pratiques et adapté aux différents contextes;
- 2) Assurer la cohérence des politiques en intégrant les questions liées à la diaspora dans les politiques nationales et locales de développement, ainsi que les politiques sectorielles pour créer un environnement propice aux affaires, à l'esprit d'entreprise diaspora et aux investissements. Dans ce cadre, veiller à ce que les politiques de la diaspora / bureaux siègent au sein des ministères appropriés, tels que la finance ou d'autres unités liées aux entreprises.
- 3) Collecter de l'information et analyser systématiquement le degré d'entrepreneuriat de la diaspora, les initiatives et les transferts de fonds (par exemple en élargissant les enquêtes sur les ménages aux transferts de fonds).

²⁹ Vaaler, P. M. (2013). La concentration de la diaspora et l'impact de l'investissement en coentreprise des transferts de fonds. *Journal of International Management*, 19(1), 26-46.

³⁰ Migration pour le Développement : Cartographie des pratiques des autorités locales dans le domaine des migrations et du développement. Migration commune et Initiative de développement. Nations Unies/PNUD Bruxelles.

³¹ Ibid.

³² Aikins, K., & White, N. (2011). *Trousse de stratégies pour la diaspora mondiale*. Ireland Funds, Dublin.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Recueillir des données sur les entreprises de la diaspora par le biais de centres d'investissement existants, tels que les guichets uniques.

4) Au niveau régional, examiner les schémas Sud-Sud, en particulier dans le domaine des Transferts de Fonds, des investissements, du commerce et de l'entrepreneuriat.

5) Développer les connaissances des autorités locales sur l'entrepreneuriat de la diaspora pour une planification efficace et sur les cadres d'investissements permettant d'attirer les capitaux de la diaspora. Considérer une approche par les pairs, en particulier au niveau Sud-Sud et des programmes de mentorat entrepreneurs migrants / entrepreneurs locaux pour partager les compétences sur l'entrepreneuriat et l'investissement. Cela pourrait prendre la forme de stages, de bourses, de détachements d'experts nationaux, etc.

6) Permettre l'investissement de la diaspora direct dans des secteurs viables, productifs et stratégiques en diversifiant et en proposant des produits financiers adaptés et ciblés. Développer des fiches spécifiquement ciblées sur « comment faire des affaires », dans les domaines prioritaires clés d'intérêt de la diaspora.

7) Développer les compétences techniques des entrepreneurs migrants / de la diaspora, en particulier les femmes et les start-up dirigés par des jeunes ainsi que entreprises sociales/éthiques par le biais de coaching, de mentorat, d'ateliers, etc.

8) Faciliter l'accès aux ressources financières pour les entrepreneurs de la diaspora. Cela pourrait inclure l'injection de capitaux dans l'économie dans le but de développer le secteur des PME, par exemple l'expansion de la capitalisation de la banque pour des prêts et des investissements, l'octroi de subventions locales et transnationales et autres formes de capital, la rationalisation de la réglementation pour permettre le développement des marchés de capitaux locaux, et des incitations fiscales pour faciliter la création de PME.

9) Supprimer les obstacles administratifs pour les PME avec des procédures réglementaires simplifiées et la mise en place d'un guichet unique pour les entreprises, assurant ainsi la plus large participation possible et un accès à l'information complet pour la diaspora et les entrepreneurs migrants, y compris les femmes migrantes et les jeunes migrants, favorisant ainsi l'environnement local des affaires.

10) Supprimer les obstacles structurels et de citoyenneté (comme le refus de la double nationalité) pour les entrepreneurs de la diaspora.

11) Mettre en place de vastes partenariats entre le secteur privé, les gouvernements, la société civile, et les organisations sans but lucratif, notamment les réseaux d'affaires de la diaspora/migrants en vue de faciliter l'entrepreneuriat et l'investissement, par exemple à travers la mise en place d'activités de réseautage.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

ANNEXES

Appendice

1. Analyse par pays sélectionné³³

Bénin

En 2015, 5,36 % des Béninois ont émigré, avec comme destinations principales le Nigeria et, dans les pays de l'OCDE, la France. Son Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et Béninois Francophones Outre-Mer, ainsi que de nombreux groupes de la société civile et privés, agit en tant que facilitateur officiel pour le compte d'une diaspora active dont les transferts atteignent 3,98 % du PIB. Le Bénin lance est proactif dans sa recherche de diaspora et ses programmes de renforcement des pouvoirs publics, d'exploitation d'envois de fonds, et pour solliciter les compétences de la diaspora pour le développement local. Plus important encore, le Bénin permet la double nationalité et de sa diaspora est encouragée à participer au débat démocratique. La répercussion est ressentie dans (parfois douteuse) « l'internationalisation » de la politique locale.³⁴ Cependant, il existe peu de preuves concernant l'impact local de l'entrepreneuriat et de l'investissement de la diaspora.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Embryonnaire
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Existant

Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire est une destination de choix pour l'immigration africaine, qui constitue 9,6 % de la population nationale. En 2015, 3,61 % des Ivoiriens ont émigré, avec comme destinations principales le Burkina Faso et, dans les pays de l'OCDE, la France. Les envois de fonds diaspora représentent 1,1 % du PIB, reflétant le statut du revenu moyen du pays (comptes d'IED pour 1,53 %, mais un pourcentage significatif des profits est rapatrié). Similaire au Bénin, la Côte d'Ivoire autorise la double nationalité.³⁵ Le rôle de la diaspora a changé avec le temps – des contributeurs politiques aux entrepreneurs, et maintenant, aux personnes partageant des connaissances et innovateurs.³⁶ Plus important encore, cependant, on doit souligner la stabilité économique et politique favorisée et maintenue après les conflits. En coopération avec les organisations internationales, le gouvernement élabore sa stratégie nationale sur la Migration et le Développement qui consistera à « intégrer les questions de migration dans la planification du développement » et son ministère des affaires étrangères et le ministère de l'intégration africaine et des Ivoiriens à l'étranger cherchent à favoriser une diplomatie économique plus forte et à tirer parti de l'immigration et de l'émigration respectivement. Cela s'accompagne d'organisations non-gouvernementales/civiles solides. Cependant, il existe peu de preuves sur l'impact des initiatives ciblées du gouvernement sur les

³³ Les informations statistiques et les renseignements sur les programmes proviennent des sources suivantes : Organisation Internationale pour les Migrations – Diagramme de flux de la Migration Mondiale (informations sur les migrations et les destinations), la Banque Mondiale (les entrées d'IDE, les envois de fonds reçus, Doing Business, Enquêtes sur les entreprises et l'émigration tertiaire instruite) et le Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires - Expertise de l'Union européenne sur la Migration (MIEUX).

³⁴ Plaza, S., & Ratha, D. (2011). Exploiter les ressources de la diaspora pour l'Afrique. La Banque Mondiale. Washington D.C.

³⁵ Ibid.

³⁶ Ammassari, S. (2004). De la construction d'une nation à l'esprit d'entreprise : l'impact de l'élite des migrants de retour en Côte d'Ivoire et au Ghana. *Population, Space and Place*, 10(2), 133-154.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

investissements de la diaspora et/ou des migrants. Même s'ils existent, ceux-ci sont basés sur des investisseurs particuliers qui identifient les possibilités et la flexibilité pour réussir dans le climat actuel des affaires.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Existant
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Existant

La Gambie

En 2015, 4,31 % des Gambiens ont émigré, avec comme principales destinations l'Espagne ; les envois de fonds diaspora représentent 22,5 % et les IDE 3,4 % du PIB (2014), ce qui reflète la conjoncture économique actuelle. Les systèmes bancaires ont également pris note et fournissent des « comptes diaspora » pour les Gambiens à l'étranger, ce qui facilite encore plus les transferts de fonds.³⁷ On suppose qu'un grand pourcentage de tertiaires instruits (67,8 % en 2000) et un nombre croissant de jeunes adultes continuent d'émigrer. Malgré tout, les immigrés comptent pour 9,6 % de la population et étaient principalement issus de pays limitrophes francophones. En raison des tensions politiques qui existent depuis longtemps, le gouvernement n'a pas engagé un réel discours d'engagement de la diaspora ou des activités correspondantes et les investissements et le développement de l'esprit d'entreprise par la diaspora se font par un entraînement individuel et ad hoc. Toutefois, la société civile et les aspects non gouvernementaux de la diaspora gambienne restent politiquement actifs.³⁸

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Absent
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Absent
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Absent

Ghana

En 2015, 2,84 % des ghanéens ont émigré, avec comme destinations primaires le Nigéria et, au sein de l'OCDE, les États-Unis d'Amérique. À l'inverse, seulement 1,46 % de sa population sont des immigrés. Le transfert de fonds personnel continue d'influencer des moyens de subsistance locaux, comptant pour 13,2 % du PIB (comptes d'IDE pour 8,43 %). Le Ghana, grâce à ses ministères concernés (ministère de l'intérieur et ministère des affaires étrangères et de l'intégration régionale, ainsi que son Bureau d'affaires de la Diaspora et le Ghana Investment Promotion Centre), des partenaires du développement et des organisations non gouvernementales, continue de saluer, d'accueillir, et d'engager de manière proactive sa diaspora (et la diaspora africaine dans son ensemble).^{39,40} Les organismes dirigés par la Diaspora jouent un rôle essentiel dans le partage des connaissances et la construction du réseau tout en facilitant la migration circulaire, les investissements d'entreprise de la diaspora et le transfert

³⁷ Sylvia Chant. Diaspora gambienne : Signes de Séparation et Symbiose. 30 mars 2015.

<http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2015/03/30/gambian-diaspora-signs-of-separation-and-symbiosis/>

³⁸C. Omar Kebbeh. La Gambie: Migration dans la « Côte Souriante » de l'Afrique. Migration Policy Institute. 15 AOÛT 2013.

<http://www.migrationpolicy.org/article/gambia-migration-africas-smiling-coast>

³⁹ Nauja Kleist (2013) Politique Flexible d'Appartenance : La Mobilisation Diaspora au Ghana, African Studies, 72:2, 285-306, DOI : 10.1080/00020184.2013.812883

⁴⁰ Vezzoli, S., & Lacroix, T. (2010). Lier des liens pour les migrations et le développement. Les engagements politiques diaspora du Ghana, de l'Inde et de la Serbie (Doctoral dissertation, International Migration Institute, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ)).

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

des connaissances essentielles. Bien qu'exemplaire, les défis de mise en œuvre existent et incluent des déclarations politiques non tenues et/ou insoutenables, des attentes non satisfaites sur la bonne gouvernance (c.-à-d. un environnement propice aux affaires, la sécurité et la sûreté) et une lecture ambiguë des normes relatives à l'engagement.⁴¹ Pour remédier à ces problèmes, le gouvernement a créé une politique migratoire nationale, qui vise à mieux tirer parti des envois de fonds, à créer des cadres pour l'engagement et l'investissement de la diaspora, et à clarifier la compréhension des responsabilités de la double nationalité et de son impact sur le développement. Une politique d'Engagement de Diaspora est également en cours d'élaboration qui devrait améliorer l'analyse et les données de la diaspora, accroître la confiance, utiliser l'expertise dans des secteurs clés et développer des capacités pour une participation efficace au développement national. La diaspora ghanéenne – par la migration circulaire, la consommation personnelle, l'investissement (immobilier) et l'esprit d'entreprise et en facilitant l'investissement et le commerce international – contribue au développement du pays. Le gouvernement, comprenant la nécessité du transfert des connaissances pour exploiter les progrès technologiques et accélérer l'innovation locale, a pleinement adopté la prise de décision «faire ou faire faire» pour combler l'insuffisance des capacités. Poursuivre cette tendance exigera de puiser dans les motivations (de la nouvelle génération) et mettant en évidence les avantages.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Existant
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Existant

Sierra Leone

En 2015, 2,2 % des Sierra Léonais ont émigré, avec comme principales destinations les Etats-Unis d'Amérique, tandis que 1,41 % de la population du pays étaient des immigrants. Les envois de fonds de la diaspora représentent 1.24 % (IDE 11,6 %) du PIB. Le gouvernement a, dans son débat, cherché, engagé et encouragé la participation active de la diaspora au développement. Le Bureau des Affaires Diaspora a été créé en 2008 comme guichet unique pour obtenir plus d'informations sur les entreprises et les possibilités d'investissement.⁴² Il accueille une « base de talent », qui, à partir de sondages en ligne, récolte des informations sur les compétences et les intérêts des membres diaspora dans les secteurs du développement et les secteurs pour l'investissement. La Sierra Leone a préparé une Politique Nationale de Migration afin d'optimiser les avantages pour le développement national et, après Ebola et en partenariat avec la Banque Mondiale, elle a commandé une étude de commerce et sur l'investissement diaspora en Sierra Leone pour vérifier les données démographiques de la diaspora, ses intérêts, ces motivations, et pour cibler les initiatives en conséquence.⁴³ Des partenariats avec des organisations non gouvernementales internationales (y compris des donateurs, groupes de réflexion, groupes de la diaspora et pays (Ethiopie)) ont généré diverses initiatives visant à accroître le commerce, l'investissement et le partage des connaissances avec des entrepreneurs nationaux, et se sont mobilisés pour lutter contre le virus Ebola Virus et les effets dévastateurs de la maladie sur les commerces locaux et les investissements de la diaspora. Cependant, les impacts actuels (au-delà de l'anecdotique) sont limités.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles	Embryonnaire

⁴¹ Ankomah, P., Larson, T., Roberson, V., & Rotich, J. (2011). Une approche créative au développement : le cas de la participation active de la diaspora africaine au Ghana. *Journal of Black Studies*, 0021934711425488.

⁴² Bureau des Affaires de la Diaspora - Bureau du Président. <http://www.diasporaaffairs.gov.sl>.

⁴³ La Banque Mondiale Infographie - L'investissement diaspora en Sierra Leone et Etude sur le Commerce. Février 2016.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

d'investissement de diaspora	
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Existant

Togo

En 2015, 5,77 % des Camerounais ont émigré, avec comme principales destinations le Nigeria et, dans les pays de l'OCDE, la France, tandis que 3,79 % de la population du pays étaient des immigrants. Les envois de fonds de la diaspora togolaise représentent 9.53 % (IDE 1,32 %) du PIB. Mené par le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine, le gouvernement a fait de la mobilisation de sa diaspora une action prioritaire par le biais de son programme et de sa plateforme de diaspora, et il élabore actuellement une stratégie de migration et de développement pour offrir un cadre efficace pour la gestion de la diaspora.⁴⁴ Parallèlement à l'engagement et à la promotion de la diaspora au sein des missions diplomatiques et auprès des partenaires internationaux, des organisations civiles telles que le Forum Socio-économique dans la Diaspora (acronyme français FOSED) sont la voix de la diaspora, mettant en exergue les meilleures pratiques, les opportunités d'investissement, les partenariats, et renforçant la représentation politique locale. Les grands axes ont été de consolider les réseaux pour le développement économique ; cependant la bonne gestion nationale et la stabilité économique continuent à influencer la relocalisation et les décisions d'investissement.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Embryonnaire
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Existant

Cameroun

En 2015, 1,39 % des Camerounais ont émigré, avec comme principales destinations la France, tandis que 1,64 % de la population du pays étaient des immigrants. Les transferts de la diaspora sont responsables de 0,78 % du PIB (l'IED était de 2,12 %). Le Cameroun possède une diaspora instruite et connectée internationalement qui contribue par le biais de transferts de fonds, du transfert de technologie, des projets sociaux et, dans une moindre mesure, par l'engagement politique.⁴⁵ Par conséquent, une grande partie de ses efforts sont consacrés à l'utilisation des compétences et des motivations des « élites » de la diaspora. Grâce à la collaboration avec des organisations internationales, le Cameroun examine recherche et s'emploie à la création de produits pour exploiter les envois de fonds et promouvoir l'investissement et l'inclusion financière. Le gouvernement est également partenaire dans des projets pilotes qui se concentrent sur les besoins spécifiques du capital humain, en utilisant les compétences de la diaspora pour apprendre, former, collaborer et innover dans certaines industries bien précises. À l'inverse, les organisations diaspora de la société civile et des consultants privés recherchent des opportunités d'investissement dans le secteur privé et le développement, vu que l'engagement politique n'est pas bien accueilli. Des impacts subséquents sur l'investissement, le commerce et la culture sont principalement générés par la diaspora à travers des groupes comme le Forum Cameroun et par l'intermédiaire de projets personnels, avec le gouvernement emboîtant le pas. Par exemple, le Ministère des Relations Extérieures (affaires étrangères) a une division de diaspora mais dirigent les utilisateurs vers les groupes diaspora pour plus d'informations.⁴⁶ Etre un leader sur les questions de la diaspora et de la migration et coopérer avec sa diaspora est vital, car de nombreux obstacles exigent des solutions diplomatiques. Cela doit s'harmoniser avec les milieux politiques, sociaux et économiques actuels et être suivi par un engagement volontaire et une direction définie de la part des décideurs. Dans

⁴⁴ Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine. <http://www.diplomatie.gouv.tg/fr>.

⁴⁵ Ollong, K. A. (2013). La Diaspora camerounaise : une évaluation de son rôle dans le développement local. *Journal of Globalization Studies*, 4 (2).

⁴⁶ Ministère des Relations Extérieures – Camerounais à l'Etranger: Associations et Regroupements. Juin 2016. <http://www.diplocam.cm/accueil/index.php/fr/component/content/article?id=79>.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

l'ensemble, le Cameroun offre un environnement macro faible et souffre d'un manque de directives d'engagement diaspora cohérentes et parrainées par l'État. Cette lacune a été comblée par une diaspora active et entreprenante, qui continue d'encourager le développement du secteur privé (notamment par le biais de contreprises) et l'investissement de ses membres.

Actions visant à améliorer l'impact du développement	Existant
Actions visant à développer des modèles d'investissement de diaspora	Embryonnaire
Démarches pour renforcer la sensibilisation et les connaissances	Embryonnaire

Cadre d'analyse

<i>Niveau Africain</i>
Opérationnaliser l'Institut Africain sur les envois de fonds
<i>Niveau régional (CEDEAO et la CEEAC)</i>
Stratégie régionale visant à encourager la participation de la diaspora dans le développement local
<i>Environnement Macro</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Bonne gouvernance – Accès au capital financier – Environnement/Attitudes envers l'esprit d'entreprise – Capital humain et social – Industrie – Infrastructure
<i>Politique d'Engagement de la Diaspora</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Sensibilisation à connaissance de leur diaspora <ul style="list-style-type: none"> ○ Caractéristiques de placement du membre diaspora (donner aux personnes ou institutions), chefs d'entreprise (par hasard ou planifié), les marchés de capitaux, les touristes et les consommateurs des marchandises du pays d'origine, les philanthropes, les bénévoles, les défenseurs de la patrie, innovateurs, et/ou constructeurs de capacités locales) ○ Concentration de la diaspora à l'étranger – Comprendre et puiser dans les motivations de l'entrepreneuriat international diaspora : Reconnaissance altruiste, sociale, perspectives démographiques, entrepreneuriales, de convivialité et de réceptivité de la patrie, les réseaux sociaux (origine et accueil), degré d'intégration dans le pays d'accueil, niveau de soutien dans le pays d'accueil – Compréhension des compétences de la diaspora : L'identification des opportunités (les besoin du marché, les ressources et correspondances apportant une valeur ajoutée) et la flexibilité de concilier un hybride des environnements d'accueil et origine et de former des stratégies et réseaux qui exploitent les différences, compréhension du développement de produits/services, choix de partenaires liés aux tâches, stratégies d'entreprises et modalités d'entrée – Comprendre les apports de fonds diaspora: Origine, destination, ménage bénéficiaire, rôle dans l'amélioration de l'accès au financement en faveur de l'entrepreneuriat local – Soutien de la Diaspora

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

– Politique d'Engagement de la Diaspora: Basé sur les caractéristiques des membres de diaspora
<i>Activités d'Engagement de la Diaspora</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Engager la diaspora – Améliorer l'impact de développement des contributions de la diaspora <ul style="list-style-type: none"> ○ Actions spécifiques des pays pour améliorer l'impact de développement des diasporas d'immigrés ○ Structures de fiabilité et espaces pour le partenariat de la diaspora ○ Diaspora impliquée dans les politiques publiques (en particulier développement) ○ Renforcer la capacité et l'entrepreneuriat de la diaspora (par l'éducation financière et d'investissement des migrants et de leurs familles) – Diversifier les investissements de la diaspora <ul style="list-style-type: none"> ○ Modèles d'investissement diaspora avec des incitations harmonisées (en particulier dans l'agriculture africaine, les agri-entreprises et industries agroalimentaires) ○ Programmes visant à explorer, identifier et promouvoir des instruments financiers innovants pour augmenter le volume et acheminer les apports de fonds à des fins de développement – S'appuyer sur les économies de la diaspora pour le développement national et local et abaisser le coût des envois de fonds <ul style="list-style-type: none"> ○ Utiliser toutes les formes de transferts de fonds, économiques et non économiques (réseaux sociaux/réseaux dans les pays d'origine et d'accueil, techniques et politiques) ○ Programmes de réduction des coûts de transaction des envois de fonds économiques (moins chers, plus sûrs, juridiquement conformes et plus rapides) ○ Programmes maximisant l'impact des envois de fonds
<i>Impact et Investissement Actuels de Diaspora</i>
<ul style="list-style-type: none"> – Résultats et lacunes systémiques – Rôle des acteurs non gouvernementaux

Échantillon de la programmation de la Diaspora

<i>Pays</i>	<i>Améliorer l'impact de développement des diasporas d'immigrés</i>	<i>Créer des modèles d'investissement de diaspora</i>	<i>Accentuer la Sensibilisation à et la connaissance de la Diaspora</i>
Bénin	MIEUX-II : soutenir les autorités dans l'élaboration de politiques publiques visant à accroître l'impact du développement des envois de fonds (janvier 2013 – présent)	Bénin Diaspora USA	Ministère des affaires étrangères, intégration africaine, la communauté Francophone et Béninois à l'étranger
Cameroun	Conseil Américain Cameroun – USA	Forum Cameroun Chambre de Commerce américaine Cameroun	Ministère des Relations Extérieures
Côte d'Ivoire	MIEUX-II : aider les autorités à la rédaction de la stratégie nationale sur la Migration et le Développement tout en développant une méthodologie pour l'intégration des questions liées aux migrations dans la planification du développement (mars 2014 – présent)	Centre de Promotion des investissements	Bureau de la Diaspora

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

	Maison d'Oeuvres pour le Développement Economique et du Leadership pour la Côte d'Ivoire		
Gambie	Association de secours d'urgence gambien Atlanta		
Ghana	MIEUX-II : soutenir le développement de la Politique d'Engagement de la Diaspora nationale du Ghana (juin 2014 – présent) Bureau des Affaires de la Diaspora – ghanniandiaspora.com	Centre de Promotion des investissements Ghana Registre de Crédits des Apports de fonds Nationaux	Politique Migratoire Nationale
Sierra Leone	MIEUX-II : Aide pour renforcer les capacités de gestion des migrations et projet de Politique Nationale de Migration (mars 2012 – présent) Association des Professionnels de la Santé Sierra-Léonais à l'Etranger	Investissement commandé de la Diaspora commandée et Etude sur le Commerce	Bureau des Affaires de la Diaspora Base de données de talents diaspora
Togo	MIEUX-II : assistance pour la rédaction de la stratégie de migration nationale et de développement (janvier 2013 – présent) Diaspora Togolaise pour la Démocratie et le Développement		

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

2- Vue d'ensemble Afrique Centrale et Occidentale

Pays source	Bénin	Burkina Faso	Cap-Vert	Cameroun	République centrafricaine	Tchad	Congo, République démocratique du Congo
Principal pays de destination, 2013	Nigeria	Côte d'Ivoire	Portugal	France	Cameroun	Cameroun	République du Congo
Catégorie de revenus	Faible	Faible	Moyen	Moyen	Faible	Faible	Faible
Croissance du PIB (% moyen annuel 2011-14)	5.3	5.2	2.2	5.1	-6.9	5.5	7.9
Flux d'envois de fonds en % du PIB, 2014	3.2	3.2	10.5	0.8	Données manquantes	Données manquantes	0.1
Abonnements au cellulaire mobile (pour 100 habitants, 2014)	101.7	71.7	121.8	75.7	31.4	39.8	53.5
Utilisateurs d'Internet (pour 100 habitants, 2014)	5.3	9.4	40.3	11	4	2.5	3
Facilité de faire des affaires	158	143	126	172	185	183	184
Politique de diaspora ou stratégie en place (O/N)	Oui (Politique Nationale pour les Béninois à l'Etranger)	Oui	Oui	Oui	Non	Non	En cours
Nationalité multiple autorisée (O/N)	Oui	Oui	Oui	Non	Oui	Informations manquantes	Non

Gabon	Côte d'Ivoire	Gambie	Ghana	Guinée	Guinée-Bissau	Liberia	Mali	Mauritanie	Niger
France	Burkina Faso	Espagne	Nigeria	Côte d'Ivoire	Portugal	Guinée	Côte d'Ivoire	Sénégal	Nigeria
Moyen	Moyen	Faible	Moyen	Faible	Faible	Faible	Faible	Moyen	Faible

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

5.6	6	2.8	8.7	2.6	2.4	6.3	2.90%	5.6	6.4
Données manquantes	1.1	21.2	5.2	1.4	6.2	24.6	7.40%	Données manquantes	1.8
19.7	4	7	2.4	1.8	6.9	3.8	8.10%	31	5.1
210.4	106.2	119.6	114.8	72.1	63.5	73.4	149.00	94.2	44.4
9.8	14.6	15.6	18.9	1.7	3.3	5.4	7.00	10.7	2
162	142	151	114	165	178	179	143.00	168	160
Non	En cours	Non	Oui	Non	Non	Oui (Programme d'Engagement Diaspora)	Non	Non	Oui
Non	Oui	Oui	Oui	Non	Données manquantes	Non	Oui	Non	Non
Non	Oui	Non	Oui	Non	Non	Oui, Bureau des Affaires de la Diaspora	Oui, le Haut Conseil des Maliens de l'Extérieur, Conseils de Base des Maliens de l'Extérieur, Ministère des Maliens de l'Extérieur	Non	Non

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Nigeria	Sénégal	Sierra Leone	Togo	
Etats-Unis	France	Guinée	Ghana	<p>^[1] Le couloir de versements des États-Unis au Nigéria a été estimé à \$ 5,7 milliards, l'un des couloirs de versements le plus élevé dans cette région.</p> <p>^[1] Compilation par Devillard A., Bacchi A., Noack M. (2016) A Survey on Migration Policies in West Africa, IOM and ICMPD, Second edition, Senegal and Austria p.58 and Wolff V.</p> <p>Statistiques issues de</p> <p>Autres sources : http://www.multiplecitizenship.com/countrylist.html; http://www.cic.gc.ca/english/resources/publications/dual-citizenship.asp; et http://allafrica.com/stories/201001200400.html http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/4549025-1450455807487/Factbook2016_Countries_A-L.pdf http://siteresources.worldbank.org/INTPROSPECTS/Resources/334934-1199807908806/4549025-1450455807487/Factbook2016_Countries_M-Z_Glossary.pdf Données sur les apports annuels, La Banque mondiale http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data Facilité de faire des affaires : http://www.doingbusiness.org/rankings</p>
Moyen	Moyen	Faible	Faible	
5.2	3.6	11.3	5.4	
3.7	10.3	1.3	8.8	
7.5	10	3.3	6.9	
77.8	98.8	76.7	69	
42.7	17.7	2.1	5.7	
169	153	147	150	
Non, mais une Agence de Promotion de l'Investissement Etranger reliant aux investisseurs de la diaspora	Non	Oui	Oui	
Non	Oui	Oui	Oui	

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Non	Non	Oui, Bureau des Affaires de la Diaspora	Oui, Direction Des Togolaise de L'extérieur	
-----	-----	--	--	--

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Abréviations

Institut Africain pour les Transferts de Fonds (AIR)

Banque Africaine de Développement (BAD)

Commission Européenne (CE)

Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

Communauté Economique des Etats d'Afrique Centrale (CEEAC)

Communauté Économique Régionale (CER)

Centre International pour le Développement des Politiques Migratoires (ICMPD)

Migrations pour le Développement en Afrique (MIDA)

Migration EU eXpertise (MIEUX)

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)

Technologies de l'Information et de la Communication (TIC)

Union Africaine (UA)

Union Européenne (UE)

Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA)

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

Références

A World Bank Group Flagship Report (2016), 'Doing Business 2016: Measuring Regulatory Quality and Efficiency', Regional Profile 2016, Economic Community of West African States (ECOWAS), 13th Edition, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank, DC

African Development Bank, African Development Fund (2012) 'Cape Verde: A Success Story' <http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Cape%20Verde%20-%20A%20Success%20Story.pdf> (accessed on 12. August 2016)

Agunias, D. R., and K. Newland (2011) 'A Handbook for Policymakers and Practitioners in Home and Host Countries', MPI, IOM

Annual Remittances Data, The World Bank <http://www.worldbank.org/en/topic/migrationremittancesdiasporaissues/brief/migration-remittances-data> (accessed on 17 August 2016)

Black, R., and A. Castaldo (2009) 'Return Migration and Entrepreneurship in Ghana and Côte d'Ivoire: The Role of Capital Transfers.' Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie 100 (1): 44-58

Chikezie C.-E (2011) 'Reinforcing the Contributions of African Diasporas to Development' in Plaza, S., D. Ratha, Editors 'Diaspora for Development in Africa', The International Bank for Reconstruction and Development, the World Bank, DC, 269
http://siteresources.worldbank.org/EXTDECPROSPPECTS/Resources/476882-1157133580628/DfD_FullReport.pdf (accessed on 22. August)

General Assembly (21.10.2015): Resolution adopted by the General Assembly on 25 September 2015 70/1 "Transforming our world: the 2030 Agenda for Sustainable Development" http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=E

Migration and Remittances Factbook 2016, The World Bank

Noack M., V. Wolff (2014) 'Enhancing Diaspora Engagement: Operational guidelines for South-South and Triangular Cooperation', ICMPD, Vienna, Austria

Plaza, S., D. Ratha, Editors (2011) 'Diaspora for Development in Africa', The International Bank for Reconstruction and Development, the World Bank, DC

Références

Publications

- Ammassari, S. (2004). *De la construction d'une nation à l'esprit d'entreprise : l'impact de l'élite des migrants de retour en Côte d'Ivoire et au Ghana. Population, Space and Place*, 10(2), 133-154.
- Ankomah, P., Larson, T., Roberson, V., & Rotich, J. (2011). *Une approche créative au développement : le cas de la participation active de la diaspora africaine au Ghana. Journal of Black Studies*, 0021934711425488.
- Blenko, Marcia W., Michael C. Mankins, and Paul Rogers. « L'organisation axée sur la décision. » *Harvard Business Review* 88, n° 6 (2010): 54-62.
- de Lange, D. E. (2013). *Diasporas enracinées : Façonner le paysage géopolitique. Journal of International Management*, 19 (1), 14-25.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Donou-Adonsou, F., & Lim, S. (2016). Une analyse empirique des transferts de fonds dans L'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine : une approche de groupe chronologique. *Applied Economics*, 48(11), 1018-1029.
- Mangala, J. R. (2016). La diplomatie et la politique de la diaspora de l'Union Africaine: Opérationnaliser la connexion migration-développement. *The Journal of the Middle East and Africa*, 7(2), 175-206.
- Martinez, C., Cummings, M. E., & Vaaler, P. M. (2015). L'économie du secteur informel et l'impact du financement des entreprises des envois de fonds des migrants vers les pays en développement. *Journal of Business Venturing*, 30(4), 526-545.
- Nauja Kleist (2013) *Flexible Politics of Belonging: La Mobilisation Diaspora au Ghana*, *African Studies*, 72:2, 285-306, DOI : 10.1080/00020184.2013.812883
- Ollong, K. A. (2013). La Diaspora camerounaise : une évaluation de son rôle dans le développement local. *Journal of Globalization Studies*, 4 (2).
- Vaaler, P. M. (2013). La concentration de la diaspora et l'impact de l'investissement en coentreprise des transferts de fonds. *Journal of International Management*, 19(1), 26-46.

Rapports

- Aikins, K., & White, N. (2011). *Trousse de stratégies pour la diaspora mondiale*. Ireland Funds, Dublin.
- *Catalogue of Good Practices in African Diaspora Development*. Africa-Europe Platform. October 2013.
- *Central Africa – Regional Integration Strategy Paper (2011-2015)*. La Banque de Développement Africaine. Février 2011.
- *Déclaration de Rome. Processus de Rabat – Dialogue Euro-Africain sur la Migration et le Développement*. November 2014.
- Formson-Lorist, C. *Consolidating and Showcasing Diaspora Entrepreneurship for Development*. African Diaspora Policy Centre.
- *Fourth EU-Africa Summit – Declaration*. Brussels. April 2014.
- Frankenhaeuser, M., & Noack, M. (2016) *Promoting Diaspora Engagement: What have we learnt?* International Centre for Migration Policy Development.
- *Migration for Development: Cartographie des pratiques des autorités locales dans le domaine des migrations et du développement*. Migration commune et Initiative de développement. Nations Unies/PNUD Bruxelles.
- *Nairobi Action Plan on Remittances*. Plateforme de Développement Diaspora Afrique-Europe. Juillet 2016.
- Noack, M., & Wolf, V. (2013). *Enhancing Diaspora Engagement - Operational guidelines for South-South and triangular cooperation*. International Centre for Migration Policy Development.
- Plaza, S., & Ratha, D. (2011). *Exploiter les ressources de la diaspora pour l'Afrique*. La Banque Mondiale. Washington D.C.
- *Processus de Rabat: Euro-African Dialogue on Migration and Development*.
- *Remittances in Africa – A Catalogue of Studies and Technical Assistance by the World Bank, Development Agencies and Government in Africa*. Mars 2011. Le Groupe de la Banque mondiale et la Commission Européenne.
- Scharwatt, C., and Williamson, C. (2015). *L'argent mobile franchit les frontières : Nouveaux modèles de transfert de fonds en Afrique de l'Ouest*.
- *La Banque Mondiale. Infographie - L'investissement diaspora en Sierra Leone et Etude sur le Commerce*. Février 2016.
- *Valletta Summit on Migration – Action Plan*. November 2015.
- Vezzoli, S., & Lacroix, T. (2010). *Lier des liens pour les migrations et le développement. Les engagements politiques diaspora du Ghana, de l'Inde et de la Serbie (Doctoral dissertation, International Migration Institute, Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ))*.
- *West African Economic and Monetary Union – Common Policies of Member Countries*. (Rapport de pays n° 15/100). Fonds Monétaire International. Avril 2015.
- *West African Economic and Monetary Union – Staff Report on Common Policies from Member Countries*. Fonds Monétaire International. March 2014.

Engagement de la Diaspora dans l'Entrepreneuriat du Pays et Investissement – Principales stratégies et pratiques notables dans la région de Rabat

DOCUMENT DE TRAVAIL

- Naudé, W., Siegel, M., & Marchand, K. (2015) *La migration, l'entrepreneuriat et le développement : Un examen critique*. United Nations University Working Paper Series. 2015-033.

Présentation

Migration and Development Policies and Strategies in the ECOWAS Region: Le Rôle des Données. (Présentation) Geertrui Lanneau, Organisation Internationale pour les Migrations. Septembre 2015.

Articles du Web

- C. Omar Kebbeh. *La Gambie: Migration dans la « Côte Souriante » de l'Afrique*. Migration Policy Institute. August 15, 2013. <http://www.migrationpolicy.org/article/gambia-migration-africas-smiling-coast>
- John Shook. *Toyota's Secret: The A3 Report*. July 01, 2009. MIT Sloan Management Review. <http://sloanreview.mit.edu/article/toyotas-secret-the-a3-report/>
- Sylvia Chant. *Diaspora gambienne : Signes de Séparation et Symbiose*. March 30th, 2015. <http://blogs.lse.ac.uk/africaatlse/2015/03/30/gambian-diaspora-signs-of-separation-and-symbiosis/>
- *Why countries should make the most of their diasporas*. Ricardo Hausmann, Professor, Harvard University. Thursday 25 June 2015 <https://www.weforum.org/agenda/2015/06/why-countries-should-make-the-most-of-their-diasporas/>

Sites Internet

- African Institute for Remittances (AIR) Project – African Union. <http://pages.au.int/remittance/about>
- International Centre for Migration Policy Development - Migration EU Expertise (MIEUX). <http://www.icmpd.org/our-work/capacity-building/multi-thematic-programmes/mieux-iii/>
- Le Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine. <http://www.diplomatie.gouv.tg/fr>.
- Ministère des Relations Extérieures – Camerounais à l'Étranger: Associations et Regroupements. June 2016. <http://www.diplocam.cm/accueil/index.php/fr/component/content/article?id=79>.
- Office of Diaspora Affairs - Office of the President. <http://www.diasporaaffairs.gov.sl>.
- This is Sierra Leone - <http://www.thisisSierraleone.com/category/diaspora/>
- Association of Sierra Leonean Healthcare Professionals Abroad - <http://www.toshpa.org.uk>
- Ghanaian Diaspora - <http://www.ghanaiandiaspora.com/diaspora-groups/>
- Cameroon Forum - <http://www.cameroon-forum.org>

Sites de données

- International Diaspora Engagement Alliance – Diaspora Map. <http://map.diasporaalliance.org>
- International Organization on Migration – Global Migration Flow Chart. <https://www.iom.int/world-migration>.
- Migrant Integration Policy Index. <http://www.mipex.eu>
- The World Bank – Foreign direct investment, net inflows (% of GDP). <http://data.worldbank.org/indicator/BX.KLT.DINV.WD.GD.ZS>
- The World Bank – Personal remittances, received (% of GDP). <http://data.worldbank.org/indicator/BX.TRF.PWKR.DT.GD.ZS>.
- *Doing Business, Enterprise Surveys, and tertiary educated emigration*).
- Knoema Data Atlas. *Les envois de fonds des migrants, annuel, 1980-2014 : Personal Remittance - Percentage of Gross Domestic Product*. <https://knoema.com/UNCTADMIGREM2015/migrants-remittances-annual-1980-2014?location=1003410-eccas-economic-community-of-central-african-states>